

COMMUNAUTÉ ANDINE DES NATIONS

BILAN 2002

Louis-Frédéric Gaudet
et Sylvain Turcotte

Janvier 2003

Que dire de l'année 2002 dans les pays andins si ce n'est qu'elle fut des plus turbulente, tant sur plan politique, que social et économique. En effet, tous les pays, à l'exception du Venezuela qui n'est déjà pas en reste, traversèrent de bouleversants processus électoraux, la Colombie connue la rupture du processus de paix, l'Équateur est toujours aux prises avec de graves problèmes économiques issus de la déjà lointaine crise asiatique et de ses choix politiques subséquents, le Pérou ne traverse pas sans heurts la normalisation « libérale » de son système politique et la scène politique vénézuélienne s'enlisent dans une polarisation croissante.

Économiquement, hormis le Venezuela, les pays de la Communauté andine semblent faire bonne figure face à la conjoncture économique vacillante des autres pays d'Amérique du Sud. Néanmoins, les taux de croissance enregistrés cette année, fortement liés aux secteurs exportateurs, témoignent de l'extrême faiblesse de la demande interne.

Bolivie : Onde de choc

Onde de choc. L'année 2002 en Bolivie aura été celle de l'opposition radicale. Les résultats des

élections présidentielles de juin dernier sont venus officialiser et institutionnaliser la présence de nouveaux acteurs dans l'arène politique du pays, et déclenchèrent, par le fait même, une véritable onde de choc.

Il faut dire que les années 2001 et 2002 avaient vu l'apparition des *cocaleros*, porteurs d'un message radicalement opposé aux politiques économiques orthodoxes du gouvernement et ayant pour base les communautés autochtones et paysannes. Tout au long de la campagne électorale, les sondages avaient donné pour vainqueur le candidat populiste de droite indépendant Manfred Reyes Villa, issu des forces armées et ancien maire de Cochabamba. Toutefois, l'élection a pris l'allure d'un *photo finish*, la marge entre les 3 premiers partis étant sous la barre du 1%. Aucun des candidats n'ayant franchit la barre des 50% permettant d'être élu d'emblée, il appartient au congrès de choisir le futur président entre les deux premiers candidats. Avec l'importante fragmentation du vote, les partis autochtones (MAS, MIP) représentent aujourd'hui la force politique la plus importante du pays, comptant sur une base militante active et organisée par l'intermédiaire des syndicats paysans et des groupes de défense des droits autochtones.

Tableau 1 : Fragmentation du vote aux présidentielles boliviennes

Parti	Candidat présidentiel	% vote présidence	Sénateurs élus	Députés élus
MNR	G. Sanchez de Lozada	22.5	11	36
MAS	E. Morales	20.91	5	27
NFR	M. Reyes Villa	20.9	2	27
MIR	J. Paz Zamora	16.3	5	26
MIP	F. Quispe	6.1	..	6

Source: Agence de presse EFE

Le discours du MAS et de son chef n'est pas sans rappeler la rhétorique anticapitaliste du jeune *Partido de los Trabajadores* (PT) brésilien : Cessation de paiement de la dette externe, re-nationalisation de l'énergie et des secteurs stratégiques nationaux profitables, dénigrement des entreprises multinationales, promotion des petites et moyennes industries nationales, réforme des institutions démocratiques afin de favoriser la participation directe du « peuple », opposition féroce à la ZLÉA et à l'interventionnisme états-unien, etc. Le résultat des élections confirmées, il n'en fallait guère plus pour que naisse un nouveau héros dans la gauche latino-américaine.

Le soutien à l'alternative radicale promue par le MAS prend forme dans le mécontentement face aux politiques économiques orthodoxes et aux effets de l'interventionnisme états-unien au pays. Bien qu'élève modèle des institutions financières internationales et des politiques prescrites par le Consensus de Washington, la Bolivie, pays le plus pauvre d'Amérique du Sud, n'a jamais réussi, au-delà des statistiques macro-économiques, à redistribuer la richesse générée durant la décennie 90. Ajoutons à cela les effets dévastateurs de la lutte à la culture de la feuille de coca, dictée par les intérêts états-unis, qui criminalise une culture ancestrale, dont la majeure partie est vendue dans les marchés locaux comme supplément alimentaire et/ou pour les rituels religieux autochtones. La stratégie d'éradication adoptée par l'armée bolivienne n'est pas sans causer de nombreux affrontements, en plus de provoquer un exode massif des paysans vers les villes et un appauvrissement considérable des zones rurales.

Il ressort de ces élections que la coalition gouvernementale composée par le *Movimiento Nacionalista Revolucionario* (MNR) et le *Movimiento de Izquierda Revolucionario* (MIR), n'a pas suivi les règles d'association de proximité idéologique, ce qui pourrait créer des conflits au sein de l'administration gouvernementale. Sanchez de Lozada, celui-là même qui initia le processus de privatisations et de réformes économiques néo-libérales lors de son mandat précédent (1993-1997), devrait poursuivre dans la même veine avec des politiques orthodoxes favorables aux forces du marché. Mais il devra composer cette fois avec une coalition difficile à gérer et devra faire face à une opposition forte de ses bases sociales militantes organisées et comptant sur une longue tradition de lutte.

L'influence états-unienne aura été déterminante dans cette dernière élection présidentielle. Nombreux sont les observateurs de la scène politique bolivienne à affirmer que Morales n'est rien d'autre que le résultat des politiques du géant du nord dans le dossier de la lutte à la culture de la feuille de coca, et de l'arrogance de son ambassadeur à La Paz, Manuel Rocha. Ce dernier, quelques jours avant le vote final et voyant la rapide progression de Morales dans les sondages, avait menacé de retirer les préférences tarifaires octroyées au pays et de faire de la petite république un nouveau Cuba, si les Boliviens se rangeaient massivement derrière le candidat *cocalero*. De plus, Rocha aurait joué un rôle déterminant dans le rapprochement entre Sanchez de Lozada du MNR et Paz Zamora du MIR, deux éternels rivaux, afin d'écarter Morales de la présidence ; car si le NFR (droite) n'avait jamais donné son appui au MAS de Morales pour des raisons idéologiques, la gauche traditionnelle (MIR) aurait pu de son côté être tentée de

lui octroyer son appui, ce qui aurait eu pour effet de porter Morales, déjà fort de l'appui du *Movimiento Indigenista Pachakuti* (MIP), à la présidence.

En Bolivie, le dossier à suivre pour l'année 2003 sera celui du gaz naturel. Les élections de l'été dernier ont retardé la progression du projet de construction d'un oléoduc débouchant sur un port du Pacifique afin d'accéder aux attrayants marchés du Mexique et des États-Unis. Les négociations avec le Pérou et le Chili devraient déterminer lequel des deux pays offrira les meilleures conditions, mais également une zone souveraine, sous gouvernance bolivienne, donnant accès à l'Océan Pacifique. Le règlement du dossier commence à devenir pressant du point de vue des autorités boliviennes, surtout depuis le ralentissement de la demande brésilienne. Le gouvernement péruvien a déjà rendu public sa proposition d'une licence d'opération de 99 ans à la Bolivie pour une zone économique spéciale. Le gouvernement Toledo a également offert une compensation de l'ordre de 300 millions de \$ É.U. afin de couvrir les frais supplémentaires de construction du pipeline vers la côte péruvienne.

Avec le nouveau panorama politique, la signature d'une nouvelle entente avec le FMI, qui devrait avoir lieu en 2003, s'annonce difficile. Le FMI conditionnera très certainement son appui au gouvernement bolivien en échange d'une réduction importante des dépenses publiques, afin de contenir un déficit budgétaire qui, en 2002, devrait atteindre les 7,5% du PIB. En plus de réduire les dépenses, le gouvernement aura fort probablement à dénicher de nouvelles sources de revenus, notamment en se défaisant d'actions d'entreprises autrefois publiques et maintenant partiellement privatisées et en rehaussant les royalties sur le pétrole et le gaz.

Avec la faiblesse de la demande interne, le secteur des ressources naturelles devrait continuer d'être le moteur de l'économie en 2003. Toutefois, comme en témoigne les deux dernières années, la bonne performance du secteur, soutenue par les exportations de gaz naturel, n'assure pas la redistribution de la richesse, ni même ne stimule d'autres secteurs, comme en témoigne les taux de croissance du PIB qui dépassent à peine 1%. Bref, tout pour alimenter la résistance populaire en 2003, forte de sa nouvelle position parlementaire.

Colombie : Les présidents des FARC

Comme c'est le cas depuis les premières négociations de paix entamées en 1982, l'élection de 2002 porta principalement sur la stratégie à adopter face à la guérilla. Mais pour la toute première fois, un candidat se positionna en faveur d'une guerre ouverte et déclarée, afin de mettre fin à la guerre civile qui dure depuis des décennies, et, de surcroît, gagna les élections dès le premier tour.

L'élection comporte plusieurs similitudes avec le cas des élections présidentielles péruviennes de 1990, qui avait porté au pouvoir Alberto Fujimori. En effet, l'élection 2002 aura été le reflet de la déroute du plus vieux système bi-partisan latino-américain, garant de l'accord entre les élites afin de préserver l'ordre institutionnel. Faisant appel à la lutte au terrorisme, grossièrement associé aux guérillas d'extrême gauche, Uribe gagna les élections dès le premier tour, avec un appui à hauteur de 52,8% de la population. Toutefois, à la différence de Fujimori, Uribe n'est pas un outsider dans le sens traditionnel du terme, ce dernier ayant occupé le poste de gouverneur d'Antioquia, où les organisations de défense des droits humains se sont faites

le devoir de révéler ses relations étroites avec les paramilitaires de l'AUC.

L'investiture d'Uribe à la présidence le 7 août dernier ont donné le ton aux événements qui allaient suivre, et qui semblent mener à une escalade de la violence dont la sortie ne paraît point immédiate. Suite aux attaques à la bombe et au lance-roquettes, à proximité du congrès, le Uribe a déclaré l'État d'urgence pour 90 jours, concédant ainsi à l'armée des pouvoirs quasi absolus limitant les libertés civiles. Il faut préciser que le processus de paix, entamé en 1988 par le gouvernement Pastrana, avait été rompu par le gouvernement en février 2002, après avoir connu des moments critiques tout de même surpassés par la médiation internationale au début de l'année. La victoire d'Uribe et de sa stratégie de guerre ouverte sanctionne autant la fin de la médiation avec les guérilleros d'extrême gauche que la volonté d'en finir une fois pour toutes avec ce conflit qui dure depuis 1964 et qui a fait plus de 200 000 morts.

La stratégie guerrière d'Uribe se dessine sur deux fronts : l'éradication des cultures illicites et la lutte aux groupes insurrectionnels. La conciliation de cette double stratégie devrait être grandement facilitée par le repositionnement du congrès états-unien sur l'aide militaire (quelque 800 millions de \$É.U.) apportée au gouvernement colombien. Autrefois réservé à l'usage exclusif de la lutte au narcotrafic et à l'éradication des cultures illicites, le programme d'aide a été modifié par les représentants du congrès qui ont dissipé leurs craintes eu égard à la violation des droits humains de la part des forces armées colombienne, et ont accepté d'élargir l'aide aux opérations contre-insurrectionnelles.

Les organisations internationales de défense des droits humains ont émis des réserves à l'encontre des stratégies les plus radicales d'Uribe visant à en finir avec les mouvements de guérilla. Les plans de créer des milices citoyennes ou des soldats-policiers à temps partiels (100 000 personnes), l'instauration d'un réseau d'informateurs d'un million de citoyens et l'utilisation à outrance de l'état d'urgence limitant les libertés civiles et consolidant le pouvoir de la police et des militaires sont autant de facteurs qui vont dans la direction d'une militarisation de la vie colombienne et la construction d'un régime autoritaire.

Malgré cela, Uribe demeure énigmatique : S'engage-t-il dans une guerre à finir ou ne souhaite-t-il qu'affaiblir les FARC et renforcer le pouvoir de négociation du gouvernement à leur endroit ? De même, Uribe n'a pas fait la preuve que sa stratégie de guerre, tout de même fort conventionnelle, pourrait venir à bout des FARC, décentralisées et constituées de centaines de groupes armés autonomes, entretenant des liens sporadiques avec les instances de commandement de la guérilla. Dans ce contexte fragmenté, comment faciliter la réinsertion des milliers de combattants dans la vie civile et politique du pays ? La fin du conflit en Colombie impliquerait également une réforme du système de représentation des intérêts.

Du côté de l'économie, les statistiques surprennent. En dépit du conflit, la croissance du PIB devrait se chiffrer autour de 2% pour l'année 2002. La Colombie fait également bonne figure dans une série d'indicateurs. Ainsi, les ventes au détail ont augmenté de 7,3% en août dernier par rapport à la même époque en 2001 et la production industrielle a augmenté de

2,7% en juillet. Toutefois, les Colombiens continuent d'acheter massivement de l'étranger. L'importation des biens durables à la consommation était en hausse de 23% pour la période allant de janvier à août 2002. Les statistiques du commerce extérieur témoignent toutefois d'une baisse des importations de l'ordre de 4,4%, affectées par la diminution des importations de biens de capital affectés à l'industrie (en baisse de 14%). De surcroît, le gouvernement a récemment annoncé qu'il allait éliminer tous les tarifs douaniers sur l'importation de machineries industrielles et d'équipements en provenance des pays non andins. La mesure vise à stimuler les investissements, particulièrement dans la modernisation de l'industrie textile et agricole afin de profiter des préférences tarifaires de l'ATPA.

Le colossal effort de guerre qui se dessine à l'horizon pourrait bien remettre en question les promesses de réformes et de ré-investissement dans les secteurs de la santé, de l'éducation et dans la promotion de politique en faveur de la création d'emplois. Déjà, le gouvernement a annoncé de nouvelles mesures fiscales visant à financer l'effort de guerre. Le gouvernement espère recueillir 779 millions de \$É.U. d'une nouvelle taxe sur la richesse (1,2%), payée par les individus détenant plus de 60 000\$ É.U. en patrimoine. D'un autre côté, Uribe entend transmettre au congrès un projet de réforme des pensions de vieillesse, toujours dans le but de libérer des liquidités. Ainsi, l'âge de la retraite passerait de 60 à 65 ans pour les hommes et de 55 à 62 ans pour les femmes d'ici 2018, et une hausse des cotisations serait échelonnée. La renégociation de la dette extérieure et l'augmentation des taxes à la consommation figurent parmi les autres priorités de l'administration Uribe.

Équateur : Quelle marge de manœuvre pour Gutiérrez ?

Année d'élections en Équateur. Année d'élections qui fait suite à la succession de 5 présidents en moins de 7 ans et s'avère la première élection présidentielle depuis le coup d'État de l'an 2000, suite au soulèvement autochtone et paysan.

Le premier tour avait confirmé la montée de Lucio Gutiérrez dans l'opinion publique, terminant en première position devant le magnat de la banane, Alvaro Noboa, l'un des hommes les plus riches d'Amérique latine. Mais ce que confirme ce premier tour et l'élection de Gutiérrez au deuxième tour, semble être, tout comme au Venezuela en 1998, à la fois le rejet de la classe politique traditionnelle et une volonté de voir le gouvernement opérer un virage social à gauche.

Les comparaisons avec Hugo Chavez n'ont pas tardé à faire surface. Gutiérrez est, tout comme son homologue vénézuélien, issu des milieux populaires, ancien putschiste et tenant d'un discours de gauche. Mais de quelle gauche parle-t-on dans le cas de Gutiérrez ? La première chose qui vient à l'esprit, en observant les engagements et le programme de l'ancien colonel, c'est que Gutiérrez ne partage pas la même vision que celle de ses plus fidèles supporters, les autochtones de la *CONAIE* et les paysans de la *CONFUEUNASSC*. D'ores et déjà, le nouveau chef d'État équatorien s'est engagé à négocier la mise en place de la ZLEA pour l'échéance prévue de 2005, à maintenir la dollarisation, à négocier avec le FMI et à ne pas remettre en question la présence militaire états-unienne au pays. Également dépeint comme un populiste de gauche, c'est un Gutiérrez pragmatique qui s'est présenté devant les

audiences de *Wall Street*, en pleine campagne du second tour, en promettant de respecter l'équilibre fiscal et d'imposer l'austérité en matière de finances publiques.

Bref, d'où viendra le soutien de Gutiérrez ? La base indéfectible du nouveau président n'est que de 25%, selon les résultats du 1^{er} tour. Les résultats du second tour (54%) sont autant le résultat combiné du rejet d'Alvaro Noboa que des appuis mitigés recueillis par les partis de la gauche traditionnelle. Ainsi, la question qui se pose est d'où Gutiérrez recueillera-t-il les appuis nécessaires pour gouverner, d'autant plus que ses alliés, aussi incertains qu'ils soient, sont en position minoritaire au Congrès. Ces mêmes alliés qui comptaient sur Gutiérrez afin de transformer le pays auront sûrement du mal à digérer les engagements du président élu, si ces derniers se concrétisent. La classe moyenne, aussi réduite qu'elle soit, et les secteurs d'affaires ne seront guère séduits par les promesses de l'ex-colonel de rapatrier en Équateur les quelques 12 milliards de \$E.U. détenus à l'étranger par ces derniers, afin de donner davantage de vigueur au système financier local. Il reste la lutte à la corruption, cheval de bataille de sa campagne, pour rassembler les appuis qui lui font défaut. A cet égard, l'Équateur figure parmi les pires cas, aux côtés du Paraguay, au niveau de la corruption en Amérique latine.

Aussi intempestif que son homologue vénézuélien, Gutiérrez fera-t-il aussi cavalier seul ? Les mouvements autochtones et paysans équatoriens se trouvant à l'avant-garde des luttes sociales, l'opposition la plus marquée pourrait venir d'une orientation à droite, où même centriste, des politiques gouvernementales.

À la différence de Chavez, Gutiérrez ne dispose pas d'une politique monétaire flexible comme instrument contre-cyclique. La monnaie d'usage étant le dollar É.U., la croissance de la masse monétaire est déterminée par le niveau d'entrée de devises au pays. La dollarisation oblige le gouvernement à une politique fiscale stricte et austère, situation à laquelle il faut ajouter la *Ley Orgánica de Responsabilidad, Estabilización y Transparencia Fiscal (LORET)* qui limite l'augmentation des dépenses publiques à 3,5% (en termes réels) par rapport à l'année fiscale précédente. Cette loi a principalement comme objectif de transférer les surplus en provenance de l'industrie pétrolière à l'amortissement de la dette externe, dont la proportion frôle les 80% du PIB de 20 milliards de \$E.U.

Même si la dollarisation semble avoir apporté un peu de stabilité à l'économie équatorienne, cela s'est fait aux dépens de la compétitivité du secteur non-pétrolier. La tendance n'est pas prête de se renverser, d'autant plus que l'on assiste à une dévaluation lente mais progressive des principales monnaies latino-américaines. La stabilité s'est donc effectuée au coût d'un renforcement considérable de la dépendance du pays à l'économie américaine et du secteur pétrolier. Les taux d'intérêts demeurent considérables, à 20%, et le surplus de la balance commerciale des 9 premiers mois de l'an 2001 (56 millions de \$E.U.) s'est rapidement transformé en un déficit de 823 millions de \$E.U. pour la même période en 2002, les importations étant en hausse de 25% pendant que les exportations étaient en baisse de près de 1,5%.

Afin de concilier dollarisation, équilibre de la balance des paiements et viabilité du système financier,

les prochaines négociations avec le FMI seront probablement orientées vers la génération de nouvelles ressources afin de faire face au service de la dette extérieure, notamment par la réduction de la masse salariale de l'État, la diminution des subventions et le renforcement de la LORET et l'élaboration d'un nouveau programme de privatisations afin de favoriser l'attraction de nouveaux IDE.

Pérou : L'année de toutes les déceptions

Isolé. Voilà dans quelle position est confortée le président Alejandro Toledo après 16 mois d'exercice à la présidence et suite aux élections régionales péruviennes. Déjà aux prises, lui aussi, avec une côte de popularité en chute libre, le Président Toledo vient de subir un autre coup dur, résultat du mécontentement de la population envers son gouvernement.

Les élections régionales du mois de novembre dernier ont confirmé les pronostics les plus pessimistes pour le parti présidentiel *Peru Posible*, ne se retrouvant à la tête que d'un des 25 gouvernements régionaux du pays, alors que l'*APRA* d'Alan Garcia (président de 1985-1989) continu de consolider son statut de force d'opposition principale, la seule à véritablement s'ancre à un niveau national. Ces élections étaient le résultat de la stratégie mise en place par le gouvernement de transition de Valentin Paniagua (2000-2001) afin de favoriser la décentralisation du pays par l'instauration de gouvernements régionaux et d'un transfert de compétences en provenance du gouvernement central de Lima.

Avec le résultat des présentes élections, plusieurs observateurs de la scène politique péruvienne mentionnent que Toledo n'aura d'autre choix que de créer un nouveau gouvernement d'alliance nationale, dont l'*APRA* devra vraisemblablement faire partie, afin d'assurer crédibilité et support au gouvernement, tant dans l'opinion publique qu'entre les murs de congrès.

L'année s'était aussi bien mal amorcée pour le président Toledo. Si l'on s'en tient à la revitalisation de l'action politique des groupes de la société civile, l'un des objectifs premier de la « normalisation libérale » du système politique péruvien promue par le gouvernement et couronnée de succès, après 10 ans de régime « autoritaire » sous la férule d'Alberto Fujimori. Toutefois, ce succès semble bien se retourner contre le président. Suivant la route ouverte par les organisations paysannes en Bolivie, les autochtones et les paysans péruviens mettent de l'avant des stratégies d'occupation de routes et de grèves provinciales générales afin de forcer le gouvernement à reconsidérer sa tactique d'éradication de la culture de coca. Encore une fois suivant l'exemple de la Bolivie, les citoyens d'Arequipa, deuxième ville du pays, ont mené une véritable bataille contre la privatisation de leur compagnie d'électricité, une bataille qui s'est terminée par deux jours d'émeutes et qui a finalement renversé le processus de privatisation. Ce n'est que la deuxième fois que les mobilisations populaires réussissent à faire reculer un gouvernement sur la privatisation des services publics, le premier cas étant celui de l'annulation de la privatisation du service de distribution d'eau à Cochabamba en Bolivie.

Et les têtes ont sauté. Appelés à grand renfort des États-Unis afin de donner un signal clair aux marchés internationaux lors de la constitution du premier cabinet de l'administration Toledo, Robert Daniñó et Pedro Pablo Kuczynski, les deux hommes forts du gouvernement, respectivement Premier Ministre et Ministre des Finances,

ont pris la porte. Déjà, lors de leur nomination, les spéculations avaient fait bon train, à savoir qui allait imposer ses idées au Conseil des Ministres entre la position ambiguë d'économie de marché « à visage humain » du Président Toledo et l'orthodoxie économique prônée par Daniño et Kucsynzki.¹ Kucsynzki était le maître d'œuvre de la stratégie de privatisations des entreprises publiques qui devaient recueillir près de 700 millions de \$É.U. afin de limiter le déficit budgétaire à 1,9% du PIB en accord avec les tables fixées par le FMI.

Le premier geste du nouveau Ministre des Finances Javier Silva Ruete fut de renégocier à la hausse la table fixée par le FMI pour le déficit budgétaire, passant de 1,9% à 2,3% du PIB pour 2002, dégageant ainsi une marge de manœuvre afin de financer les politiques de lutte à la pauvreté annoncées par le Président en juillet, suite aux émeutes anti-privatisation.

Le taux de croissance du PIB au Pérou demeure le plus élevé d'Amérique latine, avec un taux de 5,3% pour le deuxième trimestre, situant la croissance pour la première moitié de l'année à quelque 4,2%. Les secteurs minier, des pêches et de la construction ont été les principaux moteurs de cette croissance qui, par contre, ne contribue pas à améliorer directement les conditions de vie des Péruviens, le chômage demeurant à un taux aussi élevé qu'au moment de la crise 1998-2001, avoisinant les 10%, sans compter le taux de sous-emploi, encore plus considérable.

Venezuela : d'opposition et de récession

Rien ne va plus au Venezuela. L'année 2002 fut placée sous le signe de la confrontation. Pire encore, le conflit opposant syndicats, patronat et classe moyenne au gouvernement associé aux secteurs populaires semble dans une impasse.

Cependant, si plusieurs associent cette impasse à la difficile conjoncture économique et à la fluctuation des prix du pétrole, rendant toujours plus difficile la conciliation d'objectifs progressistes avec l'équilibre des finances publiques, (auquel il faut ajouter le tempérament intempêtif et confrontational du Président Chavez), il ne faut guère oublier le caractère structurel de la crise.

À première vue, nombreux sont les points de comparaison entre la présente crise et les précédentes (fin 80 et mi-90) qui avaient débouché sur l'élection d'Hugo Chavez à la présidence. L'équation est simple, l'économie, alimentée par l'entrée de nouvelles devises pétrolières, connaît un boom considérable. S'ensuit, une hausse des investissements et des dépenses publiques. Comptant sur de nouvelles ressources fiscales et l'abondance de l'épargne interne, le gouvernement s'endette pour financer de nouveaux programmes et maintient une surévaluation du *bolivar* afin de contrôler l'inflation. Mais lorsque les prix du pétrole chutent, l'administration est confrontée à une économie endémique, étouffée par une monnaie surévaluée, un déficit fiscal insoutenable avoisinant les 8% du PIB qui lui oblige à prendre des mesures correctrices, impopulaires. À la différence cette fois-ci qu'à la base du conflit se retrouve également une réorganisation des schémas de consultation corporatistes de l'État

¹ À ce sujet, voir la Chronique thématique sur le Pérou et la Communauté andine. (www.gric.uqam.ca/chronique)

vénézuélien. Alléguant la corruption oligarchique, les réformes entreprises par le gouvernement Chavez ont diminué l'importance des secteurs organisés de la société civile dans la définition et l'application des politiques économiques et sociales, laissant toute marge de manœuvre à l'exécutif présidentiel et sa révolution *bolivarienne*. Ainsi, la FEDECAMARAS (Association patronale nationale) et la CTV (Centrale syndicale unitaire) ont vu leur poids politique diminué, alors que le Président renforçait sa main mise sur l'orientation du pays. Ajouté à cela la dérouté des partis politiques traditionnels, les secteurs de la classe moyenne et de la bourgeoisie nationale se retrouvaient étouffés face à l'interventionnisme grandissant de l'administration. L'expression la plus flagrante de ces changements pris forme dans les nouvelles initiatives législatives émises par le Président Chavez grâce au *fast track* que lui avait octroyé l'Assemblée législative.²

Alors que le Président Chavez a toujours fait appel au soutien des masses afin de contrecarrer les « actes de conspirations oligarchiques » aux tentations conservatrices, ce soutien populaire lui fait maintenant défaut. Les plus récents sondages démontrent que, après les taux d'appui dépassant les 70%, notamment lors du référendum sur la réforme de la constitution en 1999, ce taux oscille maintenant à peine au-dessus de la barre des 30%. De là d'ailleurs la nouvelle stratégie de l'opposition visant à réclamer un référendum sur le leadership du Président. Cette stratégie a le double avantage de respecter l'ordre démocratique libéral et la constitution vénézuélienne, mais également de laisser une certaine marge de manœuvre aux forces armées, garants de cette même constitution, dans le cas où Chavez ne se soumettrait pas aux règles constitutionnelles, qu'il a lui-même émis, au sujet des processus référendaires sur le leadership du chef de l'État, possible à mi-mandat.

En outre, sur le plan des alliés politiques qui assuraient la majorité législative au gouvernement, les petits partis de gauche, en désaccord avec les mesures prises pour équilibrer les finances publiques, ont d'ores et déjà fait volé en éclat la coalition qu'ils formaient avec le MVR. Pour la première fois depuis son arrivée au pouvoir en 1997, le Président Chavez se retrouve sans majorité législative, ce qui pourrait le forcer à utiliser encore plus son droit de veto et sa capacité d'émettre des décrets-lois afin de concrétiser ses projets politiques.

Le Venezuela est donc plongé dans un climat de déficit de médiation et de polarisation grandissante, exprimée par la volonté du gouvernement d'aller de l'avant avec ses initiatives législatives malgré les réticences émises, et de l'autre côté, par les appels aux débrayages, aux grèves générales et aux marches d'opposition.

Coup d'État

L'instabilité a monté d'un cran en avril 2001, atteignant le stade de la confrontation ouverte. En fond de scène, les élections à la tête de la CTV, non reconnue par le gouvernement, sous couvert d'irrégularités et de

² À ce sujet, voir la Chronique des Amériques du mois de décembre 2001 (www.gric.uqam.ca/chronique), ainsi que l'étude suivante publiée par le Groupe de Recherche en Économie et Sécurité de la Chaire Raoul-Dandurand : Gaudet, Louis-F. *La Communauté andine : Structure institutionnelle et stratégie économique*. Note de recherche GRES, vol. 4 no 2 (mai 2002), Montréal : UQAM. (www.dandurand.uqam.ca)

scandales de corruption. Situation à laquelle il faut également ajouter une politisation grandissante du conflit de travail à la PDVSA, la pétrolière d'État, issu d'un remaniement controversé de l'équipe de direction.

Une conclusion générale se dégage du coup d'État d'avril et des événements subséquents : malgré les déboires de toute sorte de son administration, le gouvernement Chavez demeure toujours en selle et peu nombreuse sont les expectatives d'une sortie de crise négociée. Le coup d'État lui-même, et l'allure ultérieure de la conjoncture, ont témoigné du relatif équilibre des forces en opposition. L'issue ne pourra venir que de l'action d'une médiation internationale intense, forçant l'opposition et le gouvernement au dialogue et à la médiation ou d'une détérioration économique encore plus grande affectant non seulement les classes moyennes et la bourgeoisie nationale mais également les secteurs populaires associés au président.

La médiation internationale, jusqu'à maintenant, a seulement réitéré son engagement à prioriser l'ordre démocratique national. Comme en témoigne les récents efforts de l'ancien Président états-unien Carter et du Secrétaire général de l'OEA, César Gaviria, l'opposition fait peu de cas de ces efforts de

réconciliation et refusent toujours de participer au dialogue avec le Président Chavez. La stratégie de l'opposition semble davantage se concentrer sur la confrontation ouverte et soutenue et témoigne du fait qu'elle ne cherche pas à résoudre cette crise dans le cadre institutionnel actuel, mais plutôt à renverser, coûte que coûte, le gouvernement et convoquer de nouvelles élections. Les factions radicales espèrent générer un espace pour une nouvelle action des militaires, alors que les modérés semblent favoriser la voie référendaire. Dans cette perspective, l'opposition ne fait que laisser la situation s'envenimer, afin de consolider et légitimer son influence.

Du côté latino-américain, il sera intéressant de voir les orientations des nouveaux exécutifs présidentiels sur le plan des politiques visant à favoriser la stabilité régionale. Le principal partenaire du pays, la Colombie, demeure préoccupé sur le plan externe par les débordements de la guérilla, alors qu'il faudra voir quelle attitude prendra le Brésil, pour lequel le Venezuela est un important partenaire en matière de commerce énergétique. De même, le gouvernement Chavez pourrait jouer un rôle important, aux côtés des nouveaux présidents dits « de gauche » dans la construction d'un front progressiste latino-américain, à même les négociations de la ZLÉA.

Chronologie du coup d'État du 11 avril 2002	
06-avr	La CTV devance de plusieurs jours son appel à la grève générale de 24hrs pour le 9 avril. Les autres forces d'opposition témoignent leurs appuis
07-avr	Le gouvernement Chavez congédie les leaders de la grève de la PDVSA et augmente le salaire minimum de 20%
08-avr	Les cols bleus de la PDVSA se joignent à la grève initiée par les cols blancs de l'entreprise.
09-avr	La grève paralyse le pays et est prolongée pour 24hrs.
10-avr	Les leaders de la <i>Fedecamaras</i> et de la CTV prolongent indéfiniment le mouvement de grève avec l'objectif de forcer la démission du Président Chavez
11-avr	Des affrontements ont lieu entre les supporters du gouvernement et l'opposition et font plusieurs morts. Le gouvernement lance des appels au dialogue alors que les services secrets sont les premiers à se rebeller et que les Forces Armées blâment le Président pour les débordements
12-avr	Les Forces Armées annoncent la démission du Président Chavez et sa mise sous arrestation. Pedro Carmona, leader de la <i>Fedecamaras</i> est installé comme président intérimaire. Il dissout l'Assemblée nationale, annonce des élections pour la prochaine année, congédie les hauts fonctionnaires installés par Chavez et annule les 49 controversés projets de lois
13-avr	Une faction des Forces Armées se dissocie du coup d'État et exige la réinstallation de Chavez au pouvoir. Les <i>Chavistas</i> prennent la rue. Face aux décisions unilatérales de Carmona, les généraux <i>golpistas</i> conditionnent leurs appuis et demandent la réinstallation de l'Assemblée nationale. L'Assemblée fait du vice-président Caballo le président par intérim. Carmona démissionne. Les parachutistes libèrent Chavez des forces <i>golpistas</i> .
14-avr	Hugo Chavez assume à nouveau la Présidence
15-avr	Arrivée de Cesar Gaviria, président de l'OEA à Caracas, à la tête d'une mission en vue d'éclaircir les événements qui ont mené à la rupture de l'ordre démocratique
16-avr	Le gouvernement Chavez reconsidère ses nominations à la tête de la PDVSA, à l'origine du conflit avec les travailleurs de l'entreprise et de la grève générale.
18-avr	Les présidents latino-américains expriment leur satisfaction quant au retour d'Hugo Chavez à la présidence du Venezuela, hormis la Colombie, qui se range derrière les critiques états-uniennes faisant de Chavez le seul et unique responsable du coup d'État
19-avr	Le Président Chavez annonce la mise sur pied d'une table de <i>Dialogue National</i> , regroupant les forces d'opposition, le gouvernement, les gouverneurs régionaux, ainsi que les maires des principales agglomérations du pays Ali Rodriguez, président de l'OPEP, est nommé à la tête de la PDVSA

Climat économique

L'autre élément pouvant influencer le cours de la crise politique demeure l'évolution de l'économie du pays. Les prévisions annoncent une contraction de l'ordre de 5 à 6% en 2002, soit nettement plus que les 3,5% anticipés en début d'année. Les six premiers mois de l'année auront été particulièrement éprouvant, avec une contraction de quelque 12% du secteur pétrolier, en partie à cause du conflit ayant affecté la PDVSA, et de 4,6% dans le secteur non-pétrolier, ce qui amène la chute du PIB à 7,1% de janvier à juin. À titre de représentation, le secteur pétrolier compte pour 20% du PIB, 80% des revenus d'exportation et 50% des revenus de taxation de l'État. Quant aux investissements directs étrangers, comme partout ailleurs en Amérique latine, ils sont en baisse marquée, ayant atteints \$É.U. 226 millions pour la période de janvier à août, soit une baisse de 61,3% par rapport à la même période l'an dernier.

Dans les conditions actuelles, ce qui reste d'épargne nationale a déjà trouvé refuge à l'extérieur du pays. Cela forcera le gouvernement à se tourner vers les marchés internationaux alors qu'il s'était plutôt rabattu sur l'épargne nationale au cours des dernières années afin de financer ses déficits. Au sujet de la dette externe, le Ministre des Finances Tobías Nóbrega a déjà annoncé que le gouvernement comptait la restructurer dans les plus brefs délais, compte tenu de la valeur importante des dettes venant à terme en 2003 et 2004.

L'équilibre des finances publiques lors de la première moitié de l'année 2002 fut atteint à même d'importantes réductions aux investissements prévus par l'État vénézuélien et les transferts aux régions. À long terme, si les investissements et les transferts ne sont pas rétablis, cette ponction ne sera pas sans affecter les infrastructures du pays, de même que l'équilibre fiscal des gouvernements régionaux. À cela, il faut ajouter les revenus supplémentaires du côté du pétrole, encaissés à la suite de la dévaluation du *bolivar* de quelque 100% au cours de la dernière année, de la hausse de la taxe de vente et de l'instauration d'une nouvelle taxe sur les transactions bancaires.

Toutefois, de toutes les mesures qui auront permis de renflouer les coffres de l'administration Chavez, la dépréciation importante du *bolivar* aura le plus permis l'équilibre des finances publiques avec, notamment, ses répercussions sur le taux de profit des opérations de change de la Banque centrale. À cet égard, la nouvelle loi régissant la Banque centrale permet dorénavant à l'administration gouvernementale de puiser autant qu'il le juge nécessaire, à même les ressources de la Banque.

Mais si la dévaluation du *bolivar* aura permis de rééquilibrer les finances publiques, la stratégie en laisse plus d'un sceptique quant à la réactivation à court terme de l'économie non-pétrolière. Les analystes des firmes de courtage remettent en doute la capacité du secteur privé à s'adapter rapidement à la volatilité du taux de change, notamment à cause du sous-investissement récurrent des dix dernières années ponctué par les crises économiques à répétition. De même, la dévaluation n'est pas sans créer des pressions à la hausse sur l'inflation, et ainsi remettre en cause l'un des principaux acquis de l'administration Chavez. Déjà, sur les 12 derniers mois, l'inflation se situe à 30%, soit une hausse de quelque 18% par rapport à 2001, qui était déjà en

hausse par rapport à 2000. Les dégâts demeurent donc limités, jusqu'à maintenant, considérant que la dévaluation avoisine maintenant 100%, mais ne fait que témoigner de la faiblesse de la demande interne.

À terme, des tensions pourraient émerger entre l'utilisation de la politique monétaire afin de promouvoir la croissance, l'équilibre des finances publiques tout en contrôlant l'inflation. La pierre d'assise des politiques hétérodoxes du gouvernement Chavez consiste en un prix relativement élevé et stable du pétrole. C'est dire que dans ce contexte, le destin de Chavez est plus que jamais lié aux cours du pétrole. Dans le contexte actuel, une chute des prix du pétrole pourrait bien entraîner le président et son administration avec lui.

Du moins, une chose reste de cette année 2002 au Venezuela : Quels que soient les futurs développements, la révolution bolivarienne du Président Chavez semble bel et bien condamnée ; au grand dam des tenants d'une meilleure redistribution de la richesse dans le pays aux plus grandes inégalités sociales (après le Brésil) en Amérique latine, et pour le plus grand plaisir des élites.

Intégration régionale : Quelle direction pour la Communauté andine ?

Lors du Sommet des Chefs d'États Sud-américains de Guayaquil, tenu à la fin juillet 2002, les Chefs d'États de la région ont réitéré leur désir de coordonner les processus d'intégration régionale du sous-continent, initié par l'Accord-cadre pour la création d'une zone de libre-échange entre la CAN et le MERCOSUR, signé le 16 avril 1998 à Buenos Aires. Le tout devrait arriver à terme et être rendu public avant la fin de l'année, soit avec près de trois ans de retard sur l'échéancier de départ.

Ainsi, que dire de l'accord de libre-échange qui semble dorénavant plus qu'éminent entre le Mercosul/r et la Communauté andine ? Le projet semble, jusqu'à maintenant, bien plus politique qu'économique. Dans le contexte des négociations hémisphériques, comment expliquer le soudain engouement du Mercosul/r à concrétiser le partenariat avec la CAN, lancinant qu'était le processus, si ce n'est que l'arrivée du Brésil à la présidence du Mercosul/r ? Bien plus de progrès semblent avoir eu lieu lors de la dernière ronde de négociation que durant l'ensemble des cinq précédentes, initiée en 1998. Le Brésil a donc permis d'assurer un leadership constructif, tout en diluant le contenu de l'intégration pour parvenir à une première version d'accord, soulignons-le. Le principal secteur moteur de l'intégration au niveau des entreprises en Amérique latine, le secteur automobile, est d'ores et déjà exclu. Le déblocage des négociations est sans aucun doute venu du côté des partenaires du Mercosul/r qui sont revenus sur leur position et ont accepté d'augmenter le nombre de produits exclus. Cette option vers le plus petit dénominateur commun montre l'empressement avec lequel le Brésil tente de consolider son pouvoir de négociation au sein de la ZLÉA. Mais quel avantage stratégique et compétitif aura cette nouvelle alliance, tout d'abord dans la négociation de la ZLÉA, mais ensuite lors de l'entrée en vigueur de cette même zone de libre-échange hémisphérique ? La Communauté andine a déjà bien du mal à gérer son propre processus d'intégration qu'on a du mal à croire que cette nouvelle alliance, résultat d'un empressement de dernière minute, contient des bases solides pour la consolidation des relations économiques sud-américaines.

Bref, plus que jamais, la Communauté andine se retrouve coincée entre les projets politiques des géants des Amériques, à commencer par les États-Unis, mais sans oublier le Brésil.

Les relations CAN-É.U.

Alors que l'entrée en scène des Républicains à la Maison Blanche semblait démontrer un intérêt renouvelé pour les relations bilatérales avec les pays latino-américains, l'attaque surprise du 11 septembre et ses répercussions auront tôt fait de reléguer à l'arrière-scène les nouvelles affinités et transformer en vœux pieux les promesses de nouvelles initiatives.

C'est plutôt un nouvel intérêt pour les questions de sécurité qui firent surface. En effet, le congrès a maintenant passé outre les restrictions qu'il avait émises sur l'utilisation de l'aide militaire à la Colombie. En complément de l'aide militaire et économique, le gouvernement états-unien a reconduit l'*Andean Trade Preference Act* en juillet dernier, accordant des préférences tarifaires à la Colombie, à l'Équateur, au Pérou et à la Bolivie afin de stimuler la lutte au narcotrafic et l'éradication des cultures illicites. L'accord est calqué sur l'Initiative pour le Bassin des Caraïbes, autre accord de préférences commerciales au caractère éminemment stratégique qui recherchait la stabilité politique de la région et son adoption définitive de l'économie de marché et de la démocratie libérale, alors que la région était secouée par les mouvements de libération nationale d'extrême gauche.

L'accord profite davantage au Pérou et à la Colombie, sources de 80% des exportations sous le couvert de l'ATPA. Le Congrès y est allé de tergiversations dans la reconduction de l'accord et son extension au secteur sensible du textile, négociant féroce avec l'exécutif présidentiel des compensations pour les régions états-uniennes touchées par l'accord. Le secteur textile états-unien, bénéficiant d'une protection tarifaire moyenne de l'ordre de 17%, est en pleine crise, le nombre d'emploi ayant passé de 580 000 à environ 400 000 depuis 1997. En outre, les producteurs d'asperges et de fleurs coupées, deux produits-vedettes de l'ATPA, s'étaient lancés dans une campagne de lobbying contre l'extension et la reconduction de l'accord, sous le prétexte que les préférences tarifaires s'étaient avérées fort peu utiles dans la lutte au narcotrafic et qu'elles mettaient en péril de nombreux emplois aux États-Unis.

Les bénéfices économiques de l'accord étaient jusqu'à maintenant fort limités et revêtaient davantage un caractère stratégique. En intensifiant et en institutionnalisant leurs liens avec la région, les États-Unis sont plus facilement en mesure d'imposer leur agenda géopolitique. En échange de préférences tarifaires, les pays signataires doivent s'engager à respecter des conditions émises et évaluées par les États-Unis et à entreprendre des réformes s'il y a lieu. En plus de la lutte au narcotrafic, l'autre secteur sensible de l'accord demeure l'harmonisation et la normalisation des lois de propriété intellectuelle. L'ATPA est également une courroie de transmission à la participation aux négociations de la ZLÉA, l'accord en faisant une condition *sine qua non*. Il vient cependant à terme en 2005, soit pour la possible entrée en vigueur de la zone de libre-échange.

Du côté andin, l'ATPA et sa reconduction demeuraient d'une importance particulière non seulement pour des raisons commerciales, mais aussi afin de donner un signal positif au marché et appuyer les administrations nationales andines dans leurs efforts de création d'un climat stable et propice aux investissements.

Dans la même veine que l'ATPA, le Ministre canadien du Commerce International, Pierre Pettigrew, a signifié l'intention du Canada d'entamer des discussions afin d'en venir à un accord sur le commerce et les investissements avec la Communauté andine. Les démarches visent à concrétiser l'entente de coopération en matière de commerce et d'investissement existante.

Perspectives économiques régionales : comment réactiver la demande interne ?

Les maigres résultats des économies andines au cours des quatre dernières années, malgré un panorama économique régional et mondial relativement favorable, témoignent de la grandeur des difficultés à surmonter. L'avenir économique des pays andins est fort incertain à court et moyen terme, considérant l'ampleur des problèmes qui restent encore non résolus, et le climat d'instabilité qui règne chez ses principaux partenaires économiques.

Croissance du PIB

Les pays de la Communauté andine sont ceux qui ont le plus souffert de la crise asiatique et des effets de la dévaluation brésilienne survenus dans la seconde moitié des années 90. La chute radicale de l'activité économique au Venezuela, en Équateur, en Colombie et au Pérou à partir de 1997 donne un signal clair de l'extrême vulnérabilité de ces pays à l'égard des chocs externes. La reprise de la croissance en 1999 dans la zone andine aura été de courte durée. L'instabilité économique gagnant du terrain en Amérique latine, avec la crise argentine et ses répercussions dans le Cône Sud, conjuguée à des signes de reprise des économies occidentales de plus en plus incertains, les perspectives à court et moyen terme sont peu favorables. Les performances de chacune des économies et leur possible ré-émergence avec une croissance soutenue de l'activité offrent un portrait varié, principalement pour des raisons d'ordre politiques et structurelles.

C'est la Bolivie qui présente les meilleurs résultats en ce qui concerne la croissance du PIB au cours de la dernière décennie. Le caractère plus ancien des réformes visant la stabilisation et la libéralisation de l'économie bolivienne ont conduit, à moyen terme, à des taux de croissance d'une stabilité remarquable dans le contexte andin. Le maintien d'un taux de croissance du PIB avoisinant les 5 % pendant presque toute la période ainsi qu'une moins grande vulnérabilité à l'égard des chocs externes, comme en témoignent les résultats pour 1998 et 1999, ont eu des effets évidents sur l'investissement étranger et le marché du travail. Toutefois, les trois dernières années marquent un essoufflement de la croissance, principalement dû à la crise de l'industrie nationale et à la faible demande intérieure. Les faibles taux de 1999, 2000 et 2001, à la remorque du secteur extérieur, se sont traduits par des baisses subséquentes du PIB par habitant, et ce pour une troisième année consécutive. Signe de la faiblesse de la croissance et de la crise de l'industrie nationale, l'investissement intérieur est en baisse fulgurante depuis trois ans. La difficile

conjoncture économique des trois dernières années s'est répercutée sur la scène politique et sociale, alors que les mobilisations sociales ont perturbé le pays en 2001 et, avec plus de vigueur, en 2002. L'ingérence extérieure, reliée à l'aide au développement que reçoit le pays, demeure également un élément important de l'instabilité politique grandissante dans le pays.

Bien qu'un peu moins stable que la Bolivie, la Colombie a quand même profité d'une croissance économique relativement bonne pendant la dernière décennie. La privatisation des entreprises publiques et la libéralisation de l'économie ont permis de compenser les effets déstabilisateurs associés aux conflits armés et aux activités dérivées de la production de drogues. Mais l'activité économique en Colombie souffre du peu d'empressement à investir du secteur privé local qui fait face à des conflits politiques qui élèvent grandement le risque qu'il doit assumer. Cette tendance s'est effacée en 2000 et 2001, avec des taux de croissance de l'investissement local de 12% et 9,6%, période qui coïncidait avec la négociation du processus de paix. Néanmoins, la tendance du PIB par habitant est nettement à la baisse, alors qu'il a stagné en 1996 et 1997 et qu'il s'est nettement détérioré depuis 1998.

Le Venezuela et le Pérou ont été profondément touchés par l'instabilité de l'activité économique. Au Venezuela, le comportement du PIB dépend principalement des prix du pétrole sur les marchés internationaux, le pays n'étant pas encore parvenu à générer un consensus quant à la nécessité de diversifier les exportations. La chute du PIB entre 1991 et 1994 et l'instabilité qui marque la deuxième moitié de la décennie sont le produit direct des contraintes normalement associées au statut de pays mono-exportateur du Venezuela. En 2001, les baisses répétées de la production vénézuélienne en accord avec la politique de contrôle des prix de l'OPEP et l'instabilité des prix du pétrole ont plongé le pays dans l'austérité et ont retardé la mise en branle des plans de développement économique alternatifs. Afin de palier avec les déséquilibres majeurs des comptes publics, le gouvernement adopta une politique de taux de change flottant qui entraîna une dévaluation du *bolivar* de près de 100%. Avec la baisse des exportations pétrolière et la crise politique qui secoue le pays, le PIB se contracta de 4,2% au premier trimestre 2002, bien au-delà des prévisions, ce qui laisse présager le pire pour la suite de 2002.

Au Pérou, les périodes de forte croissance sont principalement associées à l'activité économique générée par la privatisation des entreprises de services publics réalisée à partir de 1992 et la pacification du territoire suite à la neutralisation du Sentier lumineux, mouvement révolutionnaire qui s'attaquait, entre autres, aux infrastructures du pays depuis plus d'une dizaine d'années. Mais comme en Argentine, la privatisation des entreprises publiques étant terminée, le pays doit maintenant trouver de nouvelles sources de croissance lui permettant de retrouver des niveaux acceptables. L'économie a été à la remorque du secteur minier en 2000 et 2001 et les plans de réactivation de la demande initiés par le gouvernement Toledo se sont avérés jusqu'à maintenant fort décevants. Tout comme en Bolivie, l'industrie nationale est en forte crise, avec une capacité de production utilisée à seulement 53%. L'investissement local y est très faible et en baisse constante depuis le milieu des années 90, ayant passé de

25% du PIB à moins de 18% en 2001. Néanmoins, le Pérou jouit d'un appui financier international fort, ce qui devrait lui permettre de mener à terme d'importants travaux d'infrastructures stimulant le secteur de la construction.

Dans une classe à part en 2001, les données relatives à la croissance économique en Équateur dissimulent dix années de crise qui ont mené à une chute de 10 % du PIB en 1998 et à la dollarisation officielle de l'économie en 2000. Le cumul de tensions macro-économiques tout au long des années 90 a conduit à l'abandon du *sucre* au profit du dollar américain afin de neutraliser l'inflation et de donner un signal clair aux investisseurs internationaux quant à la bonne volonté des responsables locaux en ce qui concerne la libéralisation de l'économie. Jusqu'à maintenant la solution semble donner de bons résultats statistiques, la croissance ayant repris (5,6% en 2001), alimentée par un système financier désormais beaucoup moins fragile. Par contre, la forte perte de compétitivité entraînée par l'adoption du dollar, laisse à anticiper une crise de l'industrie nationale et une accentuation de la dépendance du pays envers le secteur exportateur.

Investissements directs étrangers

La croissance constante de l'investissement étranger en Bolivie au cours des dix dernières années ne présente pas les niveaux des autres pays de la région, mais démontre une croissance soutenue intéressante, l'investissement ayant été multiplié par 20 entre 1991 et 1999. Les années 2000 et 2001 marquent toutefois un renversement de la tendance et un retour aux niveaux d'investissements du milieu des années 90. Néanmoins, les réserves d'hydrocarbures et les stratégies boliviennes d'exportation, devraient continuer d'attirer d'importants investissements étrangers dans la région au cours des prochaines années.

En Colombie et au Pérou, le comportement de l'IDE dépend directement de la privatisation des entreprises publiques entre 1994 et 1999. Ces ventes ont permis à ces deux pays d'éliminer à court terme l'effet négatif que l'instabilité politique produit sur les calculs des investisseurs étrangers. Mais la privatisation des principales entreprises publiques étant déjà accomplie, il est peu probable que le Pérou et la Colombie puissent retrouver des niveaux d'IDE comparables à ceux qui ont été observés au cours des dernières années. D'autant plus que la deuxième vague de privatisations entamée au Pérou fut bloquée à la suite d'importants soulèvements populaires en 2002.

Puisque l'IDE au Venezuela est principalement motivé par les cours du pétrole, il est normal que les données concernant ce type d'investissement illustrent un comportement identique aux données concernant l'activité économique. La perte nette de 514 millions de dollars É.-U. en investissement direct étranger en 1993 et la chute radicale de la croissance économique sont le produit direct de la baisse des prix du pétrole. Ce parallèle important au niveau des indicateurs est visible dans l'ensemble de la dernière décennie. Mais le caractère très conjoncturel de l'IDE au pays laisse planer un certain pessimisme quant à la stabilisation de l'économie vénézuélienne. La crise politique que traverse actuellement le pays ne devrait pas trop affecter les investissements dans le secteur pétrolier, mais risque de mettre en veilleuse les projets d'investissements dans les secteurs non-traditionnels, plus à risque.

La grave crise qu'a traversée l'Équateur au cours des années 90 est visible au niveau de l'IDE qui connaît quand même une croissance mais qui reste très secondaire en comparaison aux autres pays de la Communauté andine. La dollarisation de l'économie survenue au début de 2000 avait comme objectif, entre autres, de favoriser l'IDE afin de compenser les difficultés associées à un système financier en crise. Sur ce point, les effets escomptés semblent s'être produits, alors que l'IDE a fait un bond de pratiquement 100% en 2001. La dollarisation laisse néanmoins planer de nombreux doutes et ce n'est qu'à moyen et long terme que pourront être tirés les véritables bénéfices de cette transition monétaire.

Dans un contexte relativement difficile pour l'Amérique latine en ce qui concerne l'IDE pour l'année 2001, c'est le Pérou et l'Équateur qui présentent les résultats les plus favorables en termes relatifs dans les pays andins. Ces deux pays, suite à la transition politique post-Fujimori et la dollarisation de l'économie, sont des exceptions de stabilité dans une région andine riche en convulsions sociales et politiques.

Chômage urbain et salaires réels

Les données relatives au marché du travail des pays de la Communauté andine constituent les meilleurs indicateurs révélant la vulnérabilité de la plupart de ces économies aux chocs externes. Comme en Argentine, qui partage cette sensibilité aux crises financières internationales, les pays andins ont connu une stabilité de l'emploi urbain dans la première moitié des années 90. Mais la crise asiatique de 1997 et la dévaluation brésilienne vont accélérer la dégradation du marché du travail dans la seconde moitié de la dernière décennie.

En Équateur, au Venezuela et en Colombie, les chocs externes provoquent une forte hausse des taux de chômage urbain qui doublent au cours des années 90. La Bolivie reste à l'écart de ces tendances marquées par les chocs externes. Néanmoins, le taux de chômage officiel a enregistré une hausse, lente, passant de 3,1 % en 1994 à 8,5% en 2001. Du côté du Venezuela, le taux de chômage demeure très élevé, soit 14% en 2001, ce qui représente le double de ce qu'il était au milieu des années 90.

Malgré une hausse significative du chômage, la Bolivie enregistre une hausse intéressante des salaires moyens réels de 28 % entre 1993 et 2001. Les indicateurs de la Colombie présentent également une forte croissance des salaires moyens réels, mais qui est toutefois moins importante que les résultats de la Bolivie en cette matière. La hausse de 12 % des salaires moyens colombiens au cours de la même période est, comme en Bolivie, le résultat d'une politique salariale plus généreuse. Il n'en demeure pas moins que ces pays traversent une crise de l'emploi d'envergure, avec un

taux de sous-emploi touchant près de 50% de la population active, un fait qui n'aide en rien à réactiver la faible demande à la consommation.

La chute des salaires moyens au Pérou pendant les années 90 est très révélatrice de l'absence de mesures sociales minimales accompagnant la libéralisation de l'économie. A ce niveau, le Pérou est celui qui présente les plus mauvais résultats en matière de salaires réels parmi les pays d'Amérique du Sud fournissant ces indicateurs.

Conclusion

L'année 2002 devrait se conclure avec des taux de croissance allant de faible à moyen dans le cas de la Bolivie (1,8%), de l'Équateur (3%) et de la Colombie (2%), qui se traduira probablement par une chute du PIB par habitant. Le Pérou et le Venezuela se retrouveront dans des situations particulières, le premier devant enregistrer un taux de l'ordre de 4%, alors que l'économie vénézuélienne devrait se contracter de quelque -6,1%.

Mais la sévérité des prévisions dépend fortement du comportement des économies des États-Unis et du Brésil, les deux principaux marchés d'exportations des pays andins, et dont le futur économique à court et moyen terme demeure plus qu'incertain. Si la reprise états-unienne s'annonce lente, et que le Brésil s'enfonce dans la crise économique affectant les pays du Cône sud, il est fort probable que les pays andins traverseront une autre année fort difficile. La crise de la demande dans les pays andins ne pourra faire de la Communauté andine un marché alternatif. La récente amplification de l'ATPA, l'accord de commerce préférentiel entre les États-Unis et les pays andins, à l'exception du Venezuela, au secteur textile devrait être particulièrement favorable à la Colombie et au Pérou.

La forte dépendance de ces petites économies envers les marchés internationaux, de même que la concentration de leur économie dans le secteur des matières premières représentent encore aujourd'hui le principal obstacle à leur développement. Un facteur qui fut accentué par une décennie d'ajustements structurels qui ont plongé l'industrie nationale dans une crise sans précédent.

D'un autre côté, avec les convulsions sociales qui se répandent à travers les pays andins et l'émergence de forces de gauche, il faudrait peut-être adapter les cadres conceptuels pour prendre en compte, après la sanction des marchés, la sanction des masses. Puisque si la presque totalité des décisions économiques et politiques des administrations andines se font en accord avec les intérêts du marché, et, par le fait même, contribue à une vision de la stabilité qui a tant fait défaut au cours de la décennie 80, ces mêmes décisions ne sont pas sans affecter l'équilibre et la stabilité sociale de la région. Mais est-ce que le cadre actuel de la démocratie libérale et de l'économie de marché, dans les conjonctures locale et mondiale actuelles, sont les modèles appropriés aux problèmes rencontrés actuellement par les pays les moins développés d'Amérique du Sud ? Permettons-nous d'en douter.

Croissance du PIB des pays andins 1992-2001

Variation annuelle du produit intérieur brut en %.

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Bolivie	1,7	4,3	4,8	4,7	4,5	4,9	5,2	0,5	1,8	1,2
Colombie	3,6	4,4	5,9	4,9	1,9	3,3	0,8	(3,8)	2,3	1,6
Équateur	3,0	2,2	4,4	3,0	2,3	3,9	1,0	(9,5)	2,8	5,6
Pérou	(0,4)	4,8	12,8	8,6	2,5	6,8	(0,5)	0,9	3,0	(0,5)
Venezuela	7	(0,4)	(3,7)	5,9	(0,4)	7,4	0,7	(5,8)	4	2,8

Source: *Balance preliminar de las economias de América latina y el Caribe*, CEPAL, Diciembre de 2001

IDE des pays andins 1992-2001

En millions de \$É.U.

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Bolivie	91	125	147	391	472	728	955	1 014	731	550
Colombie	679	719	1 298	712	2 784	4 830	2 165	1 210	2 247	2 018
Équateur	172	469	531	470	491	695	831	636	708	1 331
Pérou	150	687	3 108	2 048	3242	1 702	1 860	1 969	556	990
Venezuela	473	-514	136	686	1 676	5 036	4 168	2 789	4 357	2 478

Source: *Balance preliminar de las economias de América latina y el Caribe*, CEPAL, Diciembre de 2001

Salaires moyens

1995=100

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Bolivie	85,5	91,2	98,5	100	100,5	106,6	110,1	117	118	...
Colombie	93,5	97,9	98,8	100	101,5	104,2	102,8	105,9	110	110,2
Pérou	95,2	94,4	109,2	100	95,2	94,5	92,7	90,7	91,8	90

Source: *Balance preliminar de las economias de América latina y el Caribe*, CEPAL, Diciembre de 2001

Taux de chômage urbain 1992-2001

Taux annuel moyen

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Bolivie	5,4	5,8	3,1	3,6	3,8	4,4	6,1	8,0	7,6	...
Colombie	10,2	8,6	8,9	8,8	11,2	12,4	15,3	19,4	17,2	18,5
Équateur	8,9	8,9	7,8	7,7	10,4	9,3	11,5	15,1	14,1	10,9
Pérou	9,4	9,9	8,8	8,2	8	9,2	8,4	9,1	10,3	9,5
Venezuela	7,8	6,6	8,7	10,3	11,8	11,4	11,3	14,9	14,6	13,9

Source: *Balance preliminar de las economias de América latina y el Caribe*, CEPAL, Diciembre de 2001